



## L'ALE UE-MERCOSUR viole les droits des agriculteurs et les engagements climatiques

Dans une [déclaration](#) signée par plusieurs organisations, les petit(e)s agriculteur.ices d'Europe et d'Amérique du Sud ont condamné l'accord de libre-échange UE-MERCOSUR, le qualifiant d'antidémocratique et violant les droits des paysan.nes ainsi que les engagements climatiques.

Cette déclaration intervient alors que la Commission européenne et certains États membres de l'UE s'efforcent de trouver des moyens d'adopter l'accord de libre-échange, en se souciant peu du contrôle démocratique des parlements nationaux, de l'impact réel ou de la mise en œuvre des soi-disant mesures environnementales.

Dans leur déclaration, les régions européenne et sud-américaine de LVC ne sont que deux des nombreuses voix des OSC à rejeter cet accord et toutes les propositions visant à accélérer la ratification de l'accord sans examen démocratique approprié. Ces propositions comprennent la division de l'accord en une section couvrant uniquement le commerce, afin de contourner la majeure partie du processus de signature par des dizaines de parlements nationaux, ou l'élaboration d'un document supplémentaire non contraignant pour donner l'impression de prendre en compte les préoccupations environnementales, avec peu d'engagement quant à la mise en œuvre ultérieure. Les petit(e)s et moyen.nes agriculteur.ices des deux côtés de l'Atlantique condamnent ces tentatives d'écologisation d'un ALE instable et négligent la forte opposition démocratique qu'il suscite.

Outre cette déclaration, les agriculteur.ices européen.nes manifesteront également avec des organisations alliées devant le ministère des affaires étrangères à Madrid le 31 janvier en Espagne pour protester contre le caractère obsolète de l'ALE, notamment dans le contexte de la promesse faite dans le cadre du Pacte Vert européen, de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable. Étant donné que dans l'UE, la population agricole représente moins de 5% de l'emploi total, l'UE doit faire plus pour s'assurer que ses politiques commerciales sont cohérentes avec sa vision de soutenir le développement rural et de garantir que les zones rurales soient correctement intégrées dans toute transition verte.

Andoni Garcia Arriola, membre d'ECVC et de l'organisation d'agriculteur.ices espagnol(e)s COAG, a expliqué. "L'accord UE-Mercosur promeut des modèles industriels d'agriculture destinés à l'agrobusiness d'exportation et détruit l'agriculture plus sociale et durable aux mains des petits et moyens agriculteurs des deux côtés de l'Atlantique. Cet accord augmente le nombre de produits agricoles qui sont inutilement importés et exportés à travers et au sein des continents, alors qu'ils pourraient être produits de manière durable et agroécologique par les agriculteur.ices locaux. Par conséquent, avec d'autres organisations d'agriculteur.ices du Mercosur, nous demandons à l'UE et aux gouvernements du Mercosur de stopper cet accord dans son intégralité."

Il est temps de s'éloigner du paradigme du libre-échange et d'adopter un nouveau cadre pour le commerce international fondé sur la souveraineté alimentaire. Tout accord négocié par l'UE doit être axé sur les droits humains, et en particulier sur les droits des producteur.ices alimentaires, tels qu'ils/elles sont reconnu(e)s dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Nous demandons que les droits de l'homme soient prioritaires par rapport aux droits commerciaux.

Cela permettrait un véritable développement agricole qui donne la priorité à la production alimentaire locale et à l'agroécologie, au lieu de privilégier le profit et l'expansion du pouvoir des entreprises sur l'alimentation et l'agriculture.

### **Notes à l'éditeur**

Lisez la déclaration complète et consultez la liste des signataires [ici](#).

Pour en savoir plus sur les raisons pour lesquelles ECVC et 209 OSC rejettent la scission de l'accord UE-MERCOSUR, [cliquez ici](#).

**Contacts**

Morgan Ody - Comité de coordination ECVC - +33 626 97 76 43 - EN, FR

Andoni Garcia Arriola - Comité de coordination ECVC - +34 636451569 - ES, EUS

Pierre Maison - Comité de coordination ECVC - + 33 615 73 13 89 - FR

Bureau de presse ECVC - [press@eurovia.org](mailto:press@eurovia.org)